

Commune de JASSANS-RIOTTIER

Arrêté n°2022/12/08

date de dépôt : 4 août 2022
date d'affichage en mairie : 9 août 2022
demandeur : SARL ARCADE FONCIER
représentée par : M. GARGUET Anthony
pour : Détachement de 2 lots à bâtir
adresse terrain : Chemin de Beauregard, à
JASSANS RIOTTIER (01480)

ARRÊTÉ

De non-opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de JASSANS-RIOTTIER

Le maire de JASSANS-RIOTTIER,

Vu la déclaration préalable présentée le 4 août 2022 par la SARL ARCADE FONCIER représentée par M. GARGUET Anthony située 70 rue des Chantiers du Beaujolais, à LIMAS (69400) ;

Vu l'objet de la demande :

- Détachement de 2 lots à bâtir ;
- sur un terrain situé Chemin de Beauregard, à JASSANS RIOTTIER (01480) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 janvier 2012, modifié le 16 janvier 2013, mis à jour le 15 octobre 2013 et le 27 janvier 2017, et modifié le 29/03/2018 et le 30/06/2022,

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 30/03/2012, portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRI) de la Saône et du Marmont, sur la commune de Jassans-Riottier ;

Considérant que le projet est situé en zone UC du Plan Local d'Urbanisme en vigueur ;

Vu l'avis assorti de prescriptions des services techniques de la Communauté d'Agglomération Villefranche-Beaujolais-Saône (CAVBS) en date du 16/09/2022,

Vu l'avis assorti de prescriptions de Véolia Eau en date du 22/08/2022,

Vu l'avis assorti de prescriptions d'ENEDIS (ERDF) en date du 18/08/2022 pour une puissance électrique de raccordement de 12 kVA monophasé ;

Vu les pièces complémentaires déposées en mairie le 24/11/2022 concernant le plan de situation et le plan de division.

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable déposée le 4 août 2022 par la SARL ARCADE FONCIER représentée par pour le détachement de 2 lots à bâtir.

Article 2

Les prescriptions émises par les services techniques de la CAVBS, Véolia Eau et ENEDIS, dans les avis joints au présent arrêté, devront être strictement respectées.

L'implantation des futures constructions devra tenir compte des plantations existantes qui devront être conservées majoritairement. Tout arbre abattu pour l'implantation des futures constructions et aménagements devra être replanté afin de veiller au respect de la reconstitution de l'ambiance paysagère et végétale du site. Les dossiers de permis de construire déposés dans le cadre des futurs projets devront prendre en considération cette ambiance végétale existante.

ASSAINISSEMENT :

La gestion des eaux pluviales à la parcelle et à la source sur la base d'une étude pédologique (essai de perméabilité) soumise à l'acceptation de la Collectivité, est à privilégier.

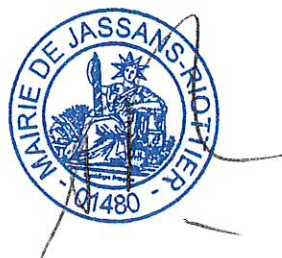
Après justification auprès des services de la Collectivité, si la gestion des eaux ne peut se faire en totalité sur la parcelle, les eaux pluviales seront alors stockées/régulées dans les conditions de limitation des débits des eaux de ruissellement suivants : un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné pour une pluie d'occurrence 30 ans avec un débit de rejet limité à 4l/s sera mis en place.

Le rejet sera effectué en priorité dans le milieu naturel.

Dans ce cadre, il sera donc demandé de privilégier la réduction de la surface imperméabilisée et l'utilisation de matériaux perméables afin de réduire l'imperméabilisation.

A JASSANS-RIOTTIER, le 5 décembre 2022

Le Maire,
Jean-Pierre REVERCHON



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Le tribunal administratif peut également être saisi d'une requête sur le site internet : www.telerecours.fr.

Durée de validité de l'autorisation :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau de plus de 80 centimètres visible de la voie publique décrivant le projet. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro de l'autorisation, et s'il y a lieu le nom de l'architecte auteur du projet, la superficie du terrain, la surface de plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté ainsi que la date du début d'affichage de l'autorisation en mairie. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation ainsi qu'à son bénéficiaire. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.